

## ARRÊTÉ N° 2024-633

### **DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES ET DE L'AMENAGEMENT URBAIN - CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL – SERVICE DES INFRASTRUCTURES**

Réglementant la circulation et le stationnement sur la commune de Saint-Cyr-sur-Loire à l'occasion des travaux de suppression de conduites d'eau potable rue du Docteur Emile Roux à l'angle de rue du Docteur-Vétérinaire Ramon et boulevard Charles de Gaulle (sens Tours/La Membrolle) au niveau du feu tricolore au carrefour avec la rue du Docteur Emile Roux

Monsieur le Maire de la commune de SAINT-CYR-SUR-LOIRE,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L. 2213-1 et L. 2213-2,

Vu les décrets n° 85-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire, du Président du Conseil Départemental et du Préfet en matière de circulation routière,

Vu le Code de la Route,

Vu la demande du TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE DIRECTION DE L'EAU – 6 rue de la Ménardièrre – 37540 SAINT CYR SUR LOIRE,

Considérant que les travaux de suppression de conduites d'eau potable rue du Docteur Emile Roux à l'angle de rue du Docteur-Vétérinaire Ramon et boulevard Charles de Gaulle (sens Tours/La Membrolle) au niveau du feu tricolore au carrefour avec la rue du Docteur Emile Roux nécessitent une réglementation de la circulation routière,

Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services,

### **ARRETE**

#### **ARTICLE PREMIER :**

Du **mardi 21 mai au vendredi 24 mai 2024**, les mesures stipulées dans les articles suivants seront donc applicables :

- Mise en place de la signalisation de chantier,
- Stationnement interdit au droit du chantier y compris sur les trottoirs,
- **La rue du Docteur Emile Roux sera interdite à la circulation entre la rue du Docteur-Vétérinaire Ramon et le boulevard Charles de Gaulle. Une déviation sera mise en place dans un sens par la rue du Docteur-Vétérinaire Ramon, la rue du Docteur Fleming, la rue de la Chanterie et le boulevard Charles de Gaulle et dans l'autre sens par le boulevard Charles de Gaulle, la rue des Epinettes, la rue de la Ménardièrre, la rue des Bordiers et la rue de la Chanterie.**
- L'accès aux riverains ainsi que celui du service de la collecte des Ordures Ménagères et des véhicules de secours d'urgence sera maintenu dans la mesure du possible.

#### **Hôtel de ville**

- Une pré-signalisation « route barrée à xxx mètres » sera placée à l'entrée de la rue du Docteur Emile Roux au carrefour avec la rue de la Chanterie.

**Boulevard Charles de Gaulle au carrefour avec la rue du Docteur Emile Roux :**

- Vitesse limitée à 30 km/h,  
➤ Aliénation et rétrécissement de la chaussée au niveau du feu tricolore : une voie devant rester libre à la circulation de chaque côté de la chaussée,  
➤ Stationnement interdit au droit du chantier y compris sur les trottoirs,  
➤ Réfection définitive sur toute sa longueur et sa pleine largeur de la chaussée et du trottoir **obligatoire** au niveau du chantier dans le temps imparti de l'arrêté.  
➤ **Chantier propre à la fin des travaux.**

**ARTICLE DEUXIEME :**

Cette réglementation sera affichée aux extrémités du chantier. Elle sera également annoncée et signalée conformément aux instructions sur la signalisation routière en vigueur par les soins et aux frais de l'entreprise.

La signalisation correspondante ainsi que l'affichage du présent arrêté seront mis en place **au moins 48 heures à l'avance** par l'entreprise intéressée et sous son entière responsabilité.

La signalisation du chantier devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992). Document de référence : Signalisation temporaire du CERTU - Voirie urbaine - Manuel du chef de Chantier (Editions 2003).

Cette dernière devra notamment veiller à maintenir constamment en état la signalisation mise en place.

Le balisage du chantier par signaux lumineux devra notamment être assuré pendant la nuit.

Toutes les mesures devront être prises afin d'assurer la circulation des usagers aux abords des carrefours équipés de feux tricolores.

**ARTICLE TROISIEME :**

Les véhicules en stationnement sur les emplacements indiqués à l'article 1<sup>er</sup> pourront, sur ordre des Services de Police, être enlevés aux risques et frais de leurs propriétaires (article R417-10 du Code de la Route).

**ARTICLE QUATRIEME :**

L'entreprise devra tenir compte dans son chantier de la protection des arbres en respectant les conseils indiqués dans la charte de l'arbre ci-jointe au présent arrêté.

**ARTICLE CINQUIEME :**

Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Cyr-sur-Loire et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique d'Indre-et-Loire, Commissaire central de Tours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée.

Une ampliation du présent arrêté sera également transmise à :

- Monsieur le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement Urbain,
- Le Chef du poste de Police Nationale de Tours,
- Le service de la Police Municipale de Saint-Cyr-sur-Loire,
- TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE DIRECTION DE L'EAU,
- Le service de la Collecte de Tours Métropole Val de Loire,
- Les services de la Poste,
- Les services de Fil Bleu,

Il sera en outre transcrit sur le registre des arrêtés de la commune.

Fait à SAINT-CYR-SUR-LOÏRE, vingt-cinq avril deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire et par délégation,  
Le Septième Adjoint délégué à  
l'Aménagement Urbain



Michel GILLOT

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage, de sa notification et de sa transmission aux services de l'Etat chargés du contrôle de légalité. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

**ACTE ADMINISTRATIF EXÉCUTOIRE LE**

02 Mars 2024

Le Maire soussigné certifie sous sa responsabilité,  
compte tenu de son affichage, de sa publication ou  
de sa notification, le caractère exécutoire de l'acte.

Pour le Maire et par délégation,  
Le Septième Adjoint délégué à  
l'Aménagement Urbain

Michel GILLOT